

Un pays musulman et laïc

Elise Massicard dans *L'Histoire*, collections n°45 daté octobre - décembre 2009

LAÏCITÉ PROCLAMÉE

La Turquie est souvent présentée comme le seul État à être à la fois « musulman et laïc ». Quel destin pour un pays héritier du plus grand empire musulman qui ait été et dont la domination sur le monde musulman et arabe s'est exercée pendant six siècles ! L'Empire ottoman* n'a pas seulement été le siège plusieurs fois centenaire du califat* ; l'islam y était religion d'État et les souverains ottomans signaient de la formule « l'épée de l'islam et l'ombre de Dieu sur la terre ».

C'est en rupture avec cet héritage que Mustafa Kemal a voulu instaurer une république laïque reposant sur une tout autre légitimité. Le kémalisme avait pour ambition de créer un nouvel homme turc dépouillé de tout signe extérieur rappelant sa parenté avec la communauté musulmane - reléguée à la sphère privée -, et se rapprochant au contraire de l'Europe, symbole de la civilisation. En 1924, le gouvernement républicain abolit l'institution du califat, longtemps détenue par le sultan* ottoman - le calife étant le « successeur » du Prophète, et la principale autorité religieuse dans le monde musulman, qui se trouve ainsi orphelin. Le gouvernement ferme les écoles coraniques, ce qui met fin à la formation de nouveaux théologiens. En 1926, il abolit la charia comme source de loi, et la remplace par... une adaptation du Code civil suisse. En 1928, l'islam cesse d'être religion d'État. En 1937, stade ultime, le principe de laïcité* *laiklik* est inscrit dans la Constitution.

LAÏCITÉ AMBIGUE ?

Cependant, la Turquie ne connaît pas de véritable séparation entre État et religion. Dès le lendemain de l'abolition du califat, en mars 1924, Mustafa Kemal crée une direction des affaires religieuses, le Diyanet, rattachée au cabinet du Premier ministre. Cette institution rémunère les imams, qui sont fonctionnaires, contrôle ce « clergé » et décide des prêches lus chaque vendredi dans les mosquées. C'est également elle qui, quelques décennies plus tard, organise le pèlerinage à La Mecque. Loin d'avoir coupé les ponts avec la religion, l'État « laïc » continue donc de l'organiser.

Le Diyanet symbolise toute l'ambiguïté d'un imposant appareil religieux créé pour protéger le principe constitutionnel de laïcité. Simple bureau de quelque milliers de personnes à sa création, cet organisme n'a cessé de s'agrandir. En 2007, son budget plus de 800 millions d'euros représentait plus du double de celui du ministère de l'Industrie. Il gère actuellement plus de 80 000 mosquées et près de 90 000 fonctionnaires.

(...) C'est dans le contexte de la difficile construction d'un État-nation qu'il faut comprendre cette domestication de la religion : alors que la diversité des langues d'usage des citoyens de la nouvelle Turquie kurde*, arabe, langues balkaniques et caucasiennes... rendait difficile l'usage de la langue comme ciment national, l'islam a occupé une place primordiale dans la définition de l'identité nationale. Même les non pratiquants et laïcistes convaincus se considèrent comme de véritables musulmans.